Document generated on 04/28/2024 8:25 p.m.

Spirale
arts • lettres • sciences humaines

SPIRALE

Camarades universitaires!

Vincennes, une aventure de la pensée critique. Sous la direction de Jean-Michel Djian, Flammarion, 191 p.

Julien Lefort-Favreau

Number 233, July–August 2010

URI: https://id.erudit.org/iderudit/61927ac

See table of contents

Publisher(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (print)
1923-3213 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Lefort-Favreau, J. (2010). Review of [Camarades universitaires! / *Vincennes, une aventure de la pensée critique*. Sous la direction de Jean-Michel Djian, Flammarion, 191 p.] *Spirale*, (233), 46–47.

Tous droits réservés © Spirale magazine culturel inc., 2010

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Camarades universitaires !

PAR JULIEN LEFORT-FAVREAU

VINCENNES, UNE AVENTURE DE LA PENSÉE CRITIQUE

Sous la direction de Jean-Michel Djian, Flammarion, 191 p.

Lorsqu'il s'agit de mettre en question l'avenir des institutions universitaires, le consensus privilégie une sauvegarde des acquis qui ressemble parfois à une pathétique tentative de sauver les meubles. On peut, dans un élan de lucidité, attaquer la rigidité de l'université (évidemment associée à un temps ancien) tout en déplorant son laxisme, la trouver trop chère tout en refusant sa privatisation, et ainsi de suite. Après une année de « célébration » des quarante ans de l'UQAM et de Vincennes, il m'apparaît propice de s'interroger sur les ambitions de l'institution. Ma réflexion est suscitée par la lecture de *Vincennes, une aventure de la pensée critique,* ouvrage dirigé par le journaliste Jean-Michel Djian, qui rappelle l'histoire de la fondation de Paris-8 (Vincennes). Les textes signés par les fondateurs (Cixous et Meschonnic) et divers intellectuels permettent de mesurer le chemin parcouru et de porter un jugement critique sur l'état actuel de l'université.

L'essai évoque avec beaucoup de précision le contexte d'émergence de l'Université de Vincennes, laquelle naît d'une volonté politique de canaliser la révolte étudiante de Mai 68, car l'université française, invivable pour la jeune génération, sclérosée par un système de mandarinat, devait être réformée de toute urgence. Hélène Cixous le dit clairement ; dans l'ancien système, aucune place pour le changement. « *En 1965, je démissionne de l'Université pétrifiée [...], convaincue qu'on n'y pourra ni lire, ni écrire, ni rire, chercher, penser, se diviser et se multiplier, que le pluriel en est exclu et le singulier banni [...] que le droit à l'inconscient est mis à l'index.* » En réaction à cette paralysie, la jeune génération tente de créer un lieu nouveau qui serait une sorte d'université rêvée, idéale, construite autour de quatre axes fondateurs : l'interdisciplinarité, les vertus du désordre, la diversité et la place de l'université dans la société.

Quarante ans plus tard, force est d'admettre que l'interdisciplinarité serait la seule « mission accomplie », les autres principes semblant appartenir à un temps maintenant révolu. Je me permets toutefois d'être sceptique quant aux vertus exceptionnelles de l'interdisciplinarité, qui reste une des mutations majeures de l'université contemporaine (notamment par la création dans le monde anglo-saxon d'importants départements d'études culturelles). Bill Readings, dans *The University in Ruins*, y voit un point de conjonction entre les positions les plus conservatrices et les plus libérales, là où les réformes se font sans heurt. L'interdisciplinarité n'aurait pas d'essence politique, ce qui laisserait une plus grande place pour l'ingérence des sections administratives des universités. Elle pourrait ainsi servir l'argument de l'« excellence », au détriment d'une université de « culture ». En somme, elle permettrait une reconfiguration administrative. On pourrait y voir une sorte de coquille vide, dont la flexibilité peut servir la créativité des chercheurs, certes, mais aussi une refonte des départements au détriment de la qualité de l'enseignement de la recherche. En ce qui me concerne, je prône une vigilance, non pas envers la perméabilité entre les champs de savoir, mais plutôt envers les fausses réformes qui servent la machine administrative plutôt que la pensée. J'y vois une tension entre la vocation de transmission de l'université — transmission de la culture — et un désir d'excellence, objectif poursuivi par les institutions dans un souci de rentabilité. Ainsi, l'université se retrouve coincée entre des forces économiques qui tentent d'abolir un certain héritage (trop lourd à préserver, peu rentable, le *slow thinking* des humanités) et, d'un autre côté, des instances qui tentent de préserver les acquis (autant un savoir et une culture qu'une conception de la structure de l'université, véhiculée, par exemple, par les pouvoirs syndicaux) Les deux pôles se trouvent confinés dans des positions somme toute assez conservatrices (au sens littéral).

Un autre paradoxe travaille l'université actuelle : une tentative des pouvoirs politiques de la « rentabiliser » (justement, par des cursus flexibles qui permettent, en principe, un plus grand accès au marché du travail et un lien direct entre la formation et l'emploi), mais aussi la volonté de conserver des formations académiques plus traditionnelles. Toutefois, le refus de l'élitisme des études classiques (le spectre du collège classique revenant hanter les pauvres âmes québécoises de façon cyclique, comme un retour violent du refoulé, déguisé sous toutes sortes de

formes) se traduit par une sorte de désarticulation de l'institution universitaire : d'un côté, les études « utiles », de l'autre, les sciences humaines, de plus en plus marginalisées dans la sphère sociale.

MENACES

C'est par une interrogation sur la nouvelle loi LRU (Libertés et responsabilités des universités) que Pascal Binczak, actuel directeur de Vincennes, prend position pour une université qui serait un espace de liberté et d'indépendance. Il souligne toute l'ambivalence de la loi : son intitulé implique une forme de liberté (voire d'autonomie), alors que la loi vise précisément l'inverse. Elle a comme objectif d'uniformiser l'enseignement supérieur français, d'abord sur un plan strictement national, mais aussi, par la suite, par rapport à l'ensemble de la communauté européenne. Mais au-delà des bons sentiments indignés, que doivent provoquer ces injonctions ? Les mots de Binczak font évidemment écho aux propos de Drew Gilpin Faust, présidente de Harvard, qui décrit l'enseignement supérieur comme un *« enseignement à vie, un enseignement qui transmet l'héritage des millénaires, un enseignement qui façonne l'avenir »*. Dans les deux cas, les dirigeants d'université résistent à une menace « extérieure » qui viserait à rendre l'université rentable et compétitive. Mais comment concilier cette « ouverture » sur le monde et une résistance qui peut parfois s'apparenter à une forme de repli ?

Il est de bon ton de clamer haut et fort l'indépendance de l'université face à l'industrie et au commerce. Et il est évidemment essentiel de préserver une forte liberté, notamment dans le domaine des sciences appliquées, par rapport aux entreprises qui financent directement ou indirectement les institutions. Mais l'université doit aussi garder une distance critique par rapport à l'État. Au Canada comme en France, celui-ci se révèle souvent une menace à la liberté des chercheurs[1]. Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, tout juste après l'exemple de l'université allemande qui avait perdu toute forme d'indépendance face à l'État nazi, Karl Jaspers écrit : *« Nous ne désirons qu'une seule chose : que l'on offre un espace à [la] transmission et à la recherche qui progresse, un espace où, à chaque instant, dans le bonheur et dans la détresse, nos efforts les plus sincères puissent faire leurs preuves. »* Interdit de publication dès 1938, Jaspers connaît le prix des complicités de l'université avec le pouvoir. Les chercheurs d'aujourd'hui, tous domaines confondus, doivent défendre farouchement leur indépendance, dans le choix de leurs objets d'études comme dans les processus de recherche.

Comment l'université peut-elle faire partie de l'espace public tout en étant elle-même un espace public autonome ? Entre deux modèles comme Harvard et Vincennes, les différences sont infinies. Pourtant, une même inquiétude les réunit : comment *préserver* l'université et ses traditions centenaires tout en y ouvrant de nouvelles perspectives ? Il semble qu'il y ait dans ces réflexions, pourtant fertiles, une forme d'impensé. La position consensuelle ne cesse d'affirmer, dans un même souffle, qu'il faut préserver et ouvrir, comme si ce double geste était une évidence. De plus, il y a quelque chose d'ironique dans les grands discours des administrateurs d'universités alors que la plus grande menace m'apparaît se situer à l'intérieur même des institutions. Comment prétendre sérieusement en effet que la publication excessive[2], l'organisation de la recherche, et conséquemment, le temps accordé aux tâches administratives n'est pas une menace pour l'intégrité de l'institution universitaire ? La plus grande menace m'apparaît dès lors provenir de l'intérieur même de l'université.

COMMUNAUTÉ CRITIQUE

Ce qui frappe, à la lecture de l'ouvrage dirigé par Djian, c'est le nombre d'intellectuels majeurs ayant fait partie de l'aventure de Vincennes, phénomène explicable en partie par l'importance de l'université sur la place publique à ce moment-là : le mouvement structural (dans son acception la plus large) permettait une plus grande cohésion des chercheurs, une masse critique d'universitaires faisant partie d'un même « projet » (ce qui évidemment n'exclut pas les grandes ruptures, particulièrement politiques), fédérés par un objectif commun. Le projet structuraliste, cristallisé par la fondation d'une institution comme Vincennes (ou encore ses manifestations québécoises qui, elles, présidèrent à la fondation de l'UQAM), était une reprise du projet d'université de culture (mais surtout, d'État-Nation). Avec la chute des grands projets nationaux (ceux-là mêmes qui ont permis l'apparition de l'université allemande) et des grandes idéologies, il semble ardu de trouver un projet aussi fédérateur. Pourtant, cette litanie incessante sur la perte des repères et la mort de la culture ouvre un espace qui pourrait justement constituer le projet de l'université contemporaine : un espace de liberté radicale, de résistance politique, et une instance critique de première importance. C'est en se soustrayant à une sorte de neutralité pseudo-scientifique que l'université peut conserver (ou reprendre) sa juste place dans la société. En somme, les grandes apologies de l'indépendance, de la résistance et de l'ouverture (avec ce que cela peut avoir de paradoxal) n'ont aucune valeur sans l'apport *critique* de l'université.

Mais cette « révolution » n'est possible que si les universitaires cessent d'attendre qu'on leur laisse un espace de réflexion critique. Certes, leur impact sur la place publique apparaît restreint. À regarder un modèle comme celui de Vincennes, il saute aux yeux à quel point ses fondateurs s'engageaient dans la vie publique, concevant l'université comme un espace public en soi (et faisant le saut plus aisément dans un espace public plus vaste, médiatique par exemple). Notons que ce sont les disciplines des sciences humaines qui ont vu se constituer la réflexion la plus pertinente et la plus engagée sur la société. Il me semble qu'on touche ici au cœur du problème. Certes il faut préserver l'université de toutes les menaces potentielles (extérieures comme intérieures : atteintes à son autonomie par les corporations ou par l'État), mais il faut surtout l'investir comme étant une place publique. Nombreux sont ceux qui s'interrogent sur son impact, sur son utilité, mais il faut voir sa désaffection actuelle (Readings dirait : ses ruines) comme un immense terrain de jeu, déserté et par conséquent habitable. L'idéal serait que l'université soit perçue non pas comme une institution dont il faudrait préserver quelque chose (quoi au juste ? quoi *précisément* ?), mais plutôt comme un lieu où la prise de parole devrait être engagée, où une communauté dissensuelle remettrait sans cesse en question les notions de culture et de savoir.

1. Les chercheurs américains ont certainement dû baisser leur garde à l'arrivée au pouvoir de Barack Obama
2. Lindsay Waters dans *L'éclipse du savoir* (Allia, 2008) montre bien les ravages du phénomène.